**MODÈLE DE DÉLIBÉRATION SUR LE TEMPS DE TRAVAIL (1607 HEURES)**

*Note : La délibération proposée est une proposition « a minima » qu’il convient d’adapter et de compléter en fonction de ce qui est en vigueur et de ce que la collectivité souhaite mettre en place.*

*Ainsi, à titre d’exemple, il est notamment possible d’ajouter les éléments suivants :*

* *La modalité d’exercice de la journée de solidarité et l’option retenue ;*
* *Le temps de travail hebdomadaire des agents avec s’il y a lieu, le nombre d’ARTT associé à ce temps de travail hebdomadaire et également, si plusieurs temps de travail hebdomadaires existent au sein de la collectivité, les différents services concernés par chaque temps de travail.*
* *La définition des sujétions particulières, en précisant les services concernés et le cycle de travail afférent ;*

*Attention : La nouvelle délibération mettra un terme, de facto, aux congés extralégaux et aux anciennes délibérations sur le temps de travail. Cela peut être précisé dans la délibération.*

Modèle de délibération sur le temps de travail (1607 heures)

Le ………………………. à ..H.., les membres du Conseil Municipal / Conseil Communautaire se sont réunis à………………………sous la présidence de ………………………

**Assistaient à la séance :**

**Membres absents et excusés :**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, notamment son article 47 ;

Vu le décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 modifié relatif aux congés annuels ;

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 modifié relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 modifié pris pour l’application de l’article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l’aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

*Le cas échéant, viser également les anciennes délibérations sur le temps de travail qui seraient remplacées par la présente délibération et/ou les autres délibérations sur le temps de travail toujours en vigueur ;*

Considérant l'avis du comité technique en date du ..................

Considérant que la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique prévoit la suppression des régimes dérogatoires aux 35 heures maintenus dans certains établissements et collectivités territoriaux et un retour obligatoire aux 1607 heures ;

Considérant qu’un délai d’un an à compter du renouvellement des assemblées délibérantes a été imparti aux collectivités et établissements pour définir, dans le respect des dispositions légales, les règles applicables aux agents ;

Considérant que la définition, la durée et l’aménagement du temps de travail des agents territoriaux sont fixés par l’organe délibérant, après avis du comité technique ;

Considérant que le décompte du temps de travail effectif s’effectue sur l’année, la durée annuelle de travail ne pouvant excéder 1607 heures, sans préjudice des heures supplémentaires susceptibles d’être accomplies ;

*Une présentation de la démarche menée et des étapes suivies, notamment en termes de dialogue social, pourrait être utile à ajouter dans les considérants, afin d’exposer le contexte ayant donné lieu à cette délibération.*

**Le Maire *(ou le Président)* propose à l’assemblée :**

**Article 1 : Durée annuelle du temps de travail**

La durée annuelle légale de travail pour un agent travaillant à temps complet est fixée à 1.607 heures (soit 35 heures hebdomadaires) calculée de la façon suivante :

|  |  |
| --- | --- |
| **Nombre total de jours sur l’année** | 365 |
| **Repos hebdomadaires : 2 jours x 52 semaines** |  -104 |
| **Congés annuels : 5 fois les obligations hebdomadaires de travail** | -25 |
| **Jours fériés** | -8 |
| **Nombre de jours travaillés** | = 228 |
| **Nombre de jours travaillées = Nb de jours x 7 heures** | 1596 harrondi à 1600 h |
| **+ Journée de solidarité** | + 7 h |
| **Total en heures :** | 1 607 heures |

**Article 2 : Garanties minimales**

L'organisation du travail doit respecter les garanties minimales ci-après définies :

* La durée hebdomadaire du travail effectif, heures supplémentaires comprises, ne peut excéder ni quarante-huit heures au cours d'une même semaine, ni quarante-quatre heures en moyenne sur une période quelconque de douze semaines consécutives et le repos hebdomadaire, comprenant en principe le dimanche, ne peut être inférieur à trente-cinq heures.
* La durée quotidienne du travail ne peut excéder dix heures.
* Les agents bénéficient d'un repos minimum quotidien de onze heures.
* L'amplitude maximale de la journée de travail est fixée à douze heures.
* Le travail de nuit comprend au moins la période comprise entre 22 heures et 5 heures ou une autre période de sept heures consécutives comprise entre 22 heures et 7 heures.
* Aucun temps de travail quotidien ne peut atteindre six heures sans que les agents bénéficient d'un temps de pause d'une durée minimale de vingt minutes.

**Article 3 : Date d’effet**

Les dispositions de la présente délibération entreront en vigueur à partir du …. (*au plus tard le 1er janvier 2022).*

Après en avoir délibéré, l’organe délibérant :

**DÉCIDE :** de mettre en place le télétravail et d’adopter les modalités de mise en œuvre telles que proposées.

ADOPTÉ : à l’unanimité des membres présents

ou

à .................. voix pour

à .................. voix contre

à .................. abstention*(s)*

Fait à ……… le ……….,

Le Président/ Le Maire

Transmis au représentant de l’Etat le : …

Publié le :